

Portant modification de
l'autorisation d'exploiter un taxi et
de stationner sur le domaine public
communal

Le Maire de la Commune de CIGOGNÉ,

VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2213-2, L. 2213-33 et L. 5211-9-2 ;

VU le Code de la route ;

VU le Code des transports ;

VU le décret n° 2017-236 du 24 février 2017 portant création de l'Observatoire national des transports publics particuliers de personnes, du Comité national des transports publics particuliers de personnes et des commissions locales des transports publics particuliers de personnes ;

VU l'arrêté municipal du 29 mai 1995 limitant le nombre des autorisations de stationnement de taxis sur la commune de Cigogné ;

VU l'arrêté de création de l'ADS date du 29 mai 1995 (il s'agit de l'arrêté délivré au premier titulaire de l'ADS afin de connaître sa date de création initiale et déterminer ainsi le régime juridique de l'ADS : ancienne ou nouvelle ADS)

Considérant la cession de l'ADS1 exploitée par SARL TAXI DE TOURAINE à la société SARL TAXI DS SERVICES 37

ARRÊTE

Article 1^{er} – M. Djamel SERI représentant **SARL TAXI DS SERVICES 37** devient titulaire de l' **ADS1** et est autorisé à faire stationner un véhicule taxi sur la voie publique de la commune de Cigogné (emplacement réservé parking mairie)

Article 2 : – Le véhicule autorisé sur cet emplacement de stationnement est le suivant : Véhicule de la marque **MERCEDES BENZ**, modèle **V-KLASSE**, dont le numéro d'immatriculation est **GW-249-NY**

Article 3 – Toute modification intervenant dans l'exploitation du véhicule taxi devra être notifiée dans les meilleurs délais à l'autorité compétente.

Article 4 - Le titulaire de l'autorisation devra fournir à l'autorité compétente, chaque année et à chaque changement de véhicule, une copie du justificatif d'assurance prévue à l'article R 211-15 du code des assurances.

Article 5 – En application de l'article L. 3124-1 du code des transports, si la présente autorisation n'est pas exploitée de façon effective ou continue, ou en cas de violation grave ou répétée par son titulaire du contenu de cette autorisation ou de la réglementation applicable à la profession, l'autorité municipale peut donner un avertissement au titulaire de cette autorisation ou procéder à son retrait temporaire ou définitif.



Article 6 – En application de l'article R. 3121-2 du code des transports, en cas d'immobilisation d'origine mécanique ou de vol du véhicule ou de ses équipements spéciaux, le taxi peut être temporairement, par un véhicule disposant des équipements énumérés à l'article R. 3121-1 du code des transports. L'autorisation de stationnement et la plaque portant le numéro de l'autorisation sont celles du taxi dont le véhicule prend le relais.

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le
ID : 037-213700750-20261001-AR_009_2026-AR

Article 7 – L'arrêté municipal n°2025-03 en date du 24 octobre 2025 portant autorisation de stationnement d'un véhicule taxi sur la commune de Cigogné est abrogé.

Article 8 – Monsieur le maire est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au titulaire de l'autorisation de stationnement et adressé en copie à la préfecture et à la brigade de gendarmerie concernée.

Fait à Cigogné le 01/10/2026
Le Maire



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe qu'en application de l'article L.412-2 du code des relations entre le public et l'administration, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux formé auprès du maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou affichage ou notification. En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois. Ce recours contentieux peut être formulé par voie dématérialisée via l'application « télérecours citoyen » (accessible à partir du site www.telerecours.fr)

